



Ce que coûte l'inégalité entre les sexes

Le statut de citoyen de deuxième classe réservé aux femmes comporte un coût financier et social, et les femmes ne sont pas les seules à le payer. Les hommes, et la société en général, le paient également.

Pour cette raison, l'émancipation des femmes est un but fondamental du développement durable. Comme l'a observé Amartya Sen, Prix Nobel, l'"objectif suprême" du développement est de porter à leur plus haut degré les "capacités" individuelles — la liberté de chacun de "mener le genre de vie qu'il apprécie et qu'il a des raisons d'apprécier"¹. Ce n'est pas seulement un problème d'économie : comme l'a dit le docteur Nafis Sadik, "une meilleure santé, une meilleure éducation et la liberté de planifier l'avenir de leur famille élargira les choix économiques des femmes, mais aura aussi pour effet d'affranchir leur esprit et d'élever leur moral".

L'émancipation et l'égalité sont en elles-mêmes des objectifs importants dans le domaine des droits fondamentaux et une analyse exclusivement économique de l'inégalité entre les sexes aboutirait à "réifier" femmes et hommes². Cependant, on ne saurait ignorer la dimension économique : promouvoir l'égalité entre les sexes, c'est promouvoir aussi la croissance et le développement stable des systèmes économiques, ce qui comporte des avantages sociaux aussi bien qu'économiques au sens strict.

Une grande partie du travail des femmes, rémunéré ou non, a un impact économique, bien que leur contribution soit rarement remarquée ou pleinement

quantifiée. Si elle était reconnue pour ce qu'elle est et bénéficiait d'un soutien correspondant, la plus-value ainsi dégagée contrebalancerait tous les coûts ou économies supposés qui découlent de l'inégalité, par exemple le travail agricole non rémunéré des femmes.

L'inégalité entre hommes et femmes ferme des perspectives et leur interdit un profit mutuel. De manière générale, la discrimination :

- **Détourne des ressources** des activités de femmes, parfois en faveur d'un investissement moins productif dans les hommes;
- **Récompense** les hommes, mais aussi quelques femmes, en empêchant celles-ci de voir les choix productifs qui leur seraient autrement ouverts;
- **Entrave** la participation sociale aussi bien qu'économique et exclut des partenariats possibles;
- **Réduit** l'efficacité des femmes en négligeant de leur prêter appui alors qu'elles affrontent responsabilités, défis et fardeaux;

L'une des clefs du développement durable consistera à reconnaître les coûts de la discrimination, à les rendre visibles aux décideurs et aux familles, et à concevoir des moyens de les éliminer.

PHOTO : Un bidonville en Haïti. Les hommes, et la société en général, paient d'un prix élevé le statut de seconde classe imposé aux femmes.

UNICEF/0749/Nicole Toutounji

ENCADRÉ 23

Le développement et les droits de la personne

La démocratie et les droits politiques et civils fondamentaux aident-ils à promouvoir le processus de développement? Selon l'économiste Amartya Sen, la question est mal posée, car "l'apparition et la consolidation de ces droits peut apparaître comme un élément *constitutif* du processus de développement".

Comme Sen le note concernant l'éducation : "Si l'éducation accroît l'efficacité individuelle sur le plan de la fabrication des produits de base, alors elle améliore indiscutablement le capital humain. Ceci peut ajouter à la valeur de la production dans l'économie et aussi au revenu de ceux qui ont reçu une éducation. Mais, même si son revenu ne change pas, tout individu peut tirer profit de l'éducation — pour lire, communiquer, participer à un débat, être capable de choisir de manière plus informée, être pris plus au sérieux par les autres, etc.... Nous devons *dépasser* la notion de capital humain... pour prendre note aussi du rôle décisif de l'élargissement des capacités s'agissant de changer la *société*...."

ENCADRÉ 24

Le travail des femmes est sous-rémunéré

Une grande partie du travail des femmes n'est pas payé et, même s'il y a versement en numéraire, la contribution des femmes n'est pas comprise ou est actualisée en dessous de sa valeur dans les statistiques nationales. Par exemple, dans les zones rurales, les femmes non seulement préparent, mais aussi cultivent la plus grande partie des vivres de la famille, et ce sont surtout les fillettes et les femmes qui vont chercher l'eau, le bois de feu et le fourrage nécessaire au troupeau familial.

En Afrique de l'Ouest, dans les Caraïbes et en Asie, les femmes écoulent de 70 à 90 % de tous les produits de l'agriculture et de la pêche. Les vendeuses ambulantes des rues et des marchés font partie d'une économie informelle sous-comptabilisée qui produit environ 30 % de la richesse des centres urbains.

Selon les évaluations, les besoins ménagères non rémunérés des femmes représentent environ un tiers de la production économique mondiale. Dans les pays en développement, si l'on compte le travail agricole et les tâches ménagères non rémunérés en même temps que le travail salarié, le nombre d'heures de travail des femmes paraît dépasser celui des hommes de 30 %.

L'inégalité des rémunérations est souvent plus enracinée dans les pays développés. Par exemple, au Kenya, les salaires moyens des femmes dans le secteur non agricole représentent 84 % de ceux des hommes, tandis qu'au Japon la rémunération des femmes ne représente que 51 % de celle des hommes.

Plusieurs études montrent clairement que l'augmentation du pouvoir d'achat des femmes a un effet plus considérable et immédiat sur le bien-être familial que celle des rémunérations masculines. Par exemple, une étude menée dans le sud de l'Inde a établi que, tandis que les femmes ont gardé une fraction minimale de leur revenu pour leur usage personnel exclusif, les hommes en ont gardé jusqu'à 26 %.

Les coûts de l'invisibilité économique

Les contributions des femmes à l'économie ne sont pas comptées à leur pleine valeur parce qu'elles se situent souvent dans le secteur "informel" où le relevé est moins systématique. Un meilleur système de comptabilité rendrait l'activité économique des femmes plus clairement visible et il serait alors possible

de comparer l'avantage de la soutenir avec d'autres possibilités d'investissement.

Les femmes sont souvent oubliées dans l'allocation des ressources. Après le défrichage initial d'une terre pour y pratiquer l'agriculture de subsistance, les femmes font la plus grande partie du travail; mais elles possèdent rarement le sol et c'est aux propriétaires fonciers que vont les prêts et les services d'encadrement. Des programmes d'assistance agricole destinés aux femmes pourraient améliorer sensiblement la production, le revenu et le bien-être de leur famille. D'après une étude, si l'on donnait aux exploitantes agricoles du Kenya le même appui dont bénéficient les hommes, le rendement de leurs terres pourrait augmenter de plus de 20 %³.

En éliminant la discrimination, on augmenterait le revenu national aussi bien que celui des femmes. D'après une étude menée en Amérique latine, la fin de l'inégalité entre les sexes sur le marché du travail pourrait augmenter de 50 % les salaires et traitements féminins, tout en augmentant la production nationale de 5 %⁴.

Le rôle de gestionnaire des ressources du ménage qui incombe aux femmes a pour effet de magnifier l'impact de l'inégalité économique. Leur accès limité à l'éducation, aux perspectives économiques, au contrôle des ressources et aux services de santé en matière de reproduction a un effet immédiat sur l'état nutritionnel, la santé et le développement des enfants, sur la santé de la mère et sur la taille de la famille⁵.

Les coûts liés au refus des soins de santé

On a estimé que les améliorations apportées à la santé et à l'état nutritionnel représentaient environ 30 % de la croissance économique de la Grande-Bretagne, par habitant, entre 1780 et 1979. Des études portant sur plusieurs pays simultanément et sur des époques moins anciennes ont donné des évaluations similaires⁶.

D'autre part, le sous-investissement dans les soins de santé coûte extrêmement cher aux hommes comme aux femmes. L'espérance de vie est plus courte dans les pays pauvres et parmi les pauvres de tous les pays. La mauvaise santé réduit le revenu et aggrave la tension.

Durant les années 90, l'investissement public dans les soins de santé primaires a représenté dans de nombreux pays une proportion moindre qu'auparavant des dépenses budgétaires et les coûts ont été mis à la charge des clients. Mais les pauvres, surtout les femmes, ne sont pas en mesure de payer les redevances et dépendent des services publics.

Il est possible de mesurer l'effet des compressions, notamment de celles liées à la réforme du secteur sanitaire⁷. En Indonésie, après la crise économique de la fin des années 90, le recours aux soins de santé a diminué, ce qui a eu des conséquences négatives sur la santé de la population, surtout celle des femmes et en particulier des pauvres⁸. Une expérience menée sous contrôle a démontré que la fréquentation des centres de santé baissait dans les zones où des redevances étaient imposées, que la durée de la convalescence nécessaire après une maladie s'allongeait et que la participation à la population active reculait, en particulier parmi les pauvres, les hommes de plus de 40 ans



et les femmes appartenant à des familles de faible niveau économique et éducatif.

Les filles ont une meilleure chance que les garçons de dépasser la première enfance, excepté où la discrimination sexuelle est la plus marquée⁹. Mais l'écart entre les enfants des familles pauvres et des autres familles est plus prononcé pour les filles : alors que les garçons de familles pauvres meurent 4,3 fois plus souvent que les garçons des autres familles, le même rapport s'établit à 4,8 pour les filles; leur plus grande vulnérabilité résulte probablement du fait qu'elles ont moins de chance de recevoir des soins médicaux¹⁰.

Dans les phases ultérieures de la vie, le contraste se présente différemment. Non moins de 19 % des hommes n'appartenant pas à des familles pauvres risquent de mourir entre 15 et 59 ans, contre 9 % des femmes de la même catégorie. Mais le risque de décès dans les familles pauvres, par comparaison aux autres familles, est 2,2 fois plus élevé pour les hommes et 4,3 fois plus élevé pour les femmes. L'accès limité des pauvres aux soins de santé a donc un impact relativement plus fort sur les femmes que sur les hommes. En particulier, les femmes pauvres sont plus exposées à mourir des suites de la grossesse.

Les systèmes de soins de santé font apparaître des rôles sexosociaux différents dans les professions médicales. Les femmes sont en majorité dans le personnel d'infirmier ou des professions paramédicales, dont les sages-femmes, et dans le personnel des services sanitaires mobiles. La plupart des médecins et des décideurs — ministres, fonctionnaires, praticiens de rang élevé et administrateurs des hôpitaux — sont des hommes; il arrive qu'ils se montrent plus disposés à traiter des problèmes de santé des hommes ou soient plus susceptibles de reléguer à une place secondaire ceux des femmes.

Une part disproportionnée de la recherche médicale a porté sur les maladies les plus meurtrières pour les hommes. Dans la recherche et la mise au point de produits pharmaceutiques, les essais cliniques négligent souvent d'étudier complètement l'efficacité, les effets secondaires et les contre-indications dans le cas des femmes¹¹.

Des facteurs sexospécifiques peuvent nuire à la santé des hommes, en particulier l'idée préconçue déraisonnable que la "virilité" implique notamment une aptitude à résister à la douleur. Cela peut conduire les hommes à différer le moment de consulter un médecin. Or beaucoup de maladies, si elles sont décelées tard, ont atteint un stade plus avancé et exposent davantage à l'incapacité permanente ou à la mort.

Mortalité et morbidité maternelles

Il est impossible d'évaluer raisonnablement le coût d'une vie perdue¹². Les maladies et décès maternels affectent de bien des manières les femmes elles-mêmes, et aussi leurs enfants, époux, familles élargies et communautés. Les coûts économiques du décès d'une mère englobent la perte de ses contributions (monétaires et non monétaires) à la famille et à la durabilité du noyau familial, un taux de mortalité accru parmi ses enfants, une charge accrue pour les survivants sur le plan de l'entretien du foyer et des soins aux enfants, et des impacts additionnels sur les communautés et la société¹³.

Les effets directs sur le bien-être des enfants ont été abondamment illustrés. Les enfants sont plus

exposés à mourir si l'un quelconque de leurs parents meurt, mais ils le sont beaucoup plus si c'est la mère. Le décès d'une femme¹⁴ a aussi un impact négatif plus marqué sur la croissance des enfants et sur les taux de scolarisation, surtout dans les familles pauvres¹⁵; les jeunes enfants sont scolarisés plus tard et ceux qui sont âgés de 15 à 19 ans quittent l'école plus tôt.

Une étude menée en Inde a établi que, quand une femme meurt, la survie de son foyer était souvent mise en question parce que les hommes n'étaient pas habitués à gérer le budget et les problèmes domestiques. Les enfants les plus âgés quittaient souvent l'école pour aider à entretenir la famille ou étaient envoyés vivre avec les grands-parents. Les structures traditionnelles de la famille étendue aident à faire face au décès d'un adulte, mais les familles nucléaires deviennent de plus en plus la norme, surtout dans les villes et parmi la classe moyenne¹⁶.

Le coût économique du VIH/sida

Les taux élevés d'infection par le VIH/sida, dus en partie à l'inégalité entre les sexes (Chapitre 2) et à l'absence d'investissements dans la prévention, ont gravement compromis les perspectives économiques et sociales de nombreux pays. Comme les décès frappent avant tout des adultes jeunes ou dans la force de l'âge, beaucoup de travailleurs qualifiés ont disparu, ce qui décime la population active et oblige à consacrer à la formation du personnel une part deux fois plus élevée de ressources trop rares. La communauté internationale a fini par reconnaître tardivement la menace¹⁷.

Dans les pays gravement touchés, on évalue à 0,5 % par an la réduction de la croissance du PIB par habitant imputable à la pandémie¹⁸. Là où la croissance est déjà lente, cela représente un impact considérable; le système de santé et les pauvres en sont les premières victimes. L'épidémie impose aussi des coûts additionnels immenses au système de santé. Dans certains des pays les plus touchés, les sujets infectés occupent plus de la moitié des lits d'hôpital disponibles.

La pandémie prélève son tribut de différentes manières. Le grippage ou le recul du développement dans les pays à faible revenu est difficile à quantifier et encore plus difficile à réparer. Les réseaux de protection sociale sont soumis à une tension intolérable. Des millions d'orphelins du sida subsistent sans éducation, soins de santé ou nutrition adéquats. Beaucoup ont le plus grand mal à subvenir à leurs propres besoins, à ceux de leurs frères et sœurs et de leur famille adoptive accablée de fardeaux.

Selon les évaluations d'ONUSIDA, la prévention du VIH/sida et les soins aux sujets infectés exigent un milliard de dollars par an rien qu'en Afrique subsaharienne. Le Programme d'action de la CIPD a évalué à 1,3 milliard de dollars cette année, et à 1,5 milliard de dollars en 2010, les coûts mondiaux des éléments clés d'un programme global de prévention du VIH/sida¹⁹.

La violence sexiste

Au niveau mondial, les coûts de la violence et des services sexistes sont difficiles à évaluer. Ils recouvrent les coûts directs suivants, par exemple : traitement des effets de la violence sur la santé ; mauvaise santé;

Dans les pays gravement touchés, le VIH/sida a réduit de 0,5 % par an la croissance du PIB par habitant.

journées de travail perdues; application des lois et protection; abri des victimes, dissolution du mariage; pensions alimentaires; et toutes les autres conséquences qu'entraîne le fait de s'adapter ou de se dérober aux violences. Ils comprennent aussi les coûts indirects dus à ce que les femmes sont empêchées de travailler ou d'apporter une contribution quelconque, et aux possibilités d'éducation manquées, notamment quand les fillettes ne sont pas envoyées à l'école pour éviter tout contact avec les garçons.

Dans les communautés pauvres, les coûts se comptent essentiellement par les chances de développement manquées. Ailleurs, les coûts directs sont également importants et souvent substantiels. Certaines évaluations sont disponibles, surtout pour les pays développés. D'après la Banque mondiale, dans les pays industrialisés, agressions et violences sexuelles privent les femmes âgées de 15 à 44 ans de près d'une année de vie en bonne santé sur cinq.

Aux États-Unis, le coût de l'absentéisme, de l'augmentation des dépenses de soins de santé, de la rotation accrue du personnel et de la baisse de la productivité s'élève pour les employeurs à environ 4 milliards de dollars par an²⁰. Au Canada, les coûts sanitaires de la violence contre les femmes s'élèvent chaque année à environ 900 millions de dollars. En Colombie britannique seulement, une étude a évalué certains coûts à 385 millions de dollars par an²¹.

Ces évaluations englobent les coûts suivants : maintien de l'ordre, incarcération et liberté surveillée, indemnisation pour dommages physiques subis au cours d'une agression, assistance aux victimes et coût des entretiens-conseils, évaluation partielle des soins de santé mentale, aide monétaire aux familles touchées, refuges sûrs et autres lieux de résidence transitoire, durée de travail perdue et traitement médical des hommes auteurs d'agressions. Elles ne comprennent pas les coûts du traitement médical d'urgence (dont le rapport avec les violences exercées est souvent dissimulé par les victimes) ni la prise en compte des effets sur la génération suivante (par exemple, traitement des enfants de mères victimes de sévices et coûts de l'assistance prêté après la dissolution de relations marquées par la violence).

Des études similaires sont disponibles pour les pays suivants : Allemagne, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse²².

Les coûts psychologiques

La discrimination sexuelle est comparable à un impôt qui coûte aux femmes, leur vie durant, une partie de leur confiance en soi et de leurs capacités. La discrimination sexuelle déjoue les aspirations des femmes et limite leurs perspectives. Elle leur refuse l'expérience à partir de laquelle s'édifie la compétence et la prise en main du destin individuel, et qui rend possible des partenariats égaux avec les hommes.

Les limitations imposées aux femmes peuvent produire un état de "dénouement acquis" caractéristique de la dépression. Beaucoup plus que les hommes, les femmes souffrent de syndromes dépressifs, qui contribuent plus que tout autre état au fardeau de la mauvaise santé²³.

Peu d'expériences détruisent autant chez les femmes le sentiment de leur propre valeur que des expériences sexuelles non désirées, surtout si elles se répètent, et leurs conséquences. Les grossesses non

désirées et les responsabilités qu'entraîne ensuite l'éducation des enfants créent des obligations non recherchées et limitent les options des femmes. Une grossesse non désirée peut engendrer un sentiment qui dure toute la vie et se transmet souvent à l'enfant²⁴. Le grand nombre des femmes qui recourent à l'avortement, même quand elles savent qu'il est illégal et probablement dangereux, montre clairement tout ce qu'elles sont prêtes à faire pour éviter cette issue.

Inversement, le potentiel et les choix des hommes sont en fait limités par les attentes trop ambitieuses placées en eux - indépendance et aptitude universelle. Les hommes sentent qu'ils sont supposés prendre des risques physiques, ce que traduit par exemple le fait que tant de jeunes hommes meurent d'accidents de la route, neuvième cause mondiale d'années de vie perdues. Les accidents du travail sont aussi un facteur important de décès et d'incapacité permanente²⁵. Les hommes sont plus nombreux à exercer des emplois comportant un risque physique (par exemple, industries extractives, machinerie lourde et camionnage), mais ils sont aussi plus vulnérables du fait des définitions de la masculinité.

Le coût psychologique de l'inégalité entre les sexes pour les hommes n'a jamais été évalué, ni même pris en considération jusqu'à une date récente. Les rapports de force traditionnels entre les sexes, malgré toutes les limitations qu'ils créent, n'ont peut-être été à l'origine que d'assez peu de conflits psychologiques chez les hommes parce que les normes sociales les valident largement, mais les changements rapides que la plupart des sociétés sont en train de traverser remettent ces normes en question. Le résultat est de susciter le doute, l'incertitude et un conflit intérieur chez les hommes de toutes les générations.

L'éducation : les coûts de l'écart entre les sexes

Refuser l'éducation aux femmes, c'est ralentir le développement économique et social. Dans les pays où le ratio de scolarisation primaire ou secondaire des filles par rapport aux garçons est inférieur à 0,75, le PNB par habitant est plus bas de 25 % environ que dans les autres pays²⁶. Cela est particulièrement visible dans certaines parties d'Afrique et d'Asie du Sud, où les inégalités sont très marquées. D'autre part, les progrès économiques enregistrés en Asie de l'Est et du Sud-Est ont été facilités et renforcés par le progrès de l'éducation des femmes (voir ci-après).

L'investissement dans l'éducation des femmes est un choix économique efficient. Selon les évaluations, une augmentation de 1 % de la scolarisation secondaire féminine se traduit par une augmentation de 0,3 % de la croissance économique²⁷. La relation entre scolarisation secondaire féminine et croissance économique est également fort nette (quand les analyses prennent en compte la scolarisation secondaire masculine et féminine²⁸, cette relation n'est forte et constante qu'avec la deuxième). Il est établi que la rentabilité économique de l'investissement dans l'éducation des femmes est plus élevée²⁹, entre autres raisons parce que les femmes qui tirent parti de leurs savoir-faire pour augmenter leur revenu investissent davantage dans la santé et l'éducation des enfants³⁰.



Les parents qui sont eux-mêmes instruits investissent plus souvent dans l'éducation de leurs enfants et les mères qui sont elles-mêmes instruites sont favorables à l'idée d'éduquer leurs filles³¹.

La plupart des régions ont vu progresser les taux de scolarisation primaire et secondaire, bien qu'à un degré inégal. Certains des progrès les plus rapides ont été réalisés en Asie du Sud et en Afrique, mais les niveaux demeurent faibles dans ces régions. Les guerres, la restructuration de l'économie et l'augmentation des dépenses supportées par les familles dans certains pays ont limité les possibilités d'éducation, surtout chez les pauvres.

Le taux de scolarisation s'est généralement plus amélioré pour les filles que pour les garçons, de sorte que l'écart entre les sexes sur ce plan est en train de disparaître dans la plupart des régions. Cependant, il est encore marqué dans bien des pays. Dans 22 pays africains et neuf pays asiatiques, le taux de scolarisation des filles est inférieur à 80 % de celui des garçons³². L'écart est le plus marqué en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, surtout pour l'enseignement secondaire : les filles y représentent moins de 40 % des effectifs de l'enseignement secondaire. Là où l'accès à l'enseignement élémentaire est le plus ouvert, en Afrique australe, en Amérique latine et dans la plus grande partie de l'Asie de l'Est, les filles sont plus nombreuses que les garçons.

L'accès à l'éducation est plus limité dans les zones rurales pour les deux sexes, mais surtout pour les filles. Au Niger, par exemple, le taux de scolarisation des filles par rapport à celui des garçons est de 80 % dans les villes, mais de 41 % seulement dans les zones rurales³³. Ces différences révèlent la valeur moindre que les parents attribuent à l'éducation des filles, en comparaison des activités domestiques qu'elles peuvent remplir, et aussi la rentabilité qu'ils attendent de leurs investissements.

Parfois, les parents ne veulent pas que leurs filles rencontrent des garçons ou des hommes dans la salle de classe ou sur le chemin de l'école, ou bien craignent pour leur sécurité, de sorte que la distance de la maison à l'école constitue un facteur important. Au Pakistan, où les enfants des deux sexes ne fréquentent pas la même école, 21 % des filles des zones rurales — soit plus du double de la proportion des garçons — n'ont pas d'école située à moins d'un kilomètre de leur maison³⁴.

Le microcrédit : Investir dans les femmes

L'impact des programmes de microcrédit démontre clairement les avantages de donner aux femmes un accès aux ressources et un contrôle sur leurs choix personnels.

Les plans de microfinancement aident à émanciper les femmes dans leurs familles et leurs communautés en faisant des prêts à faible taux d'intérêt à de petites entreprises gérées par des femmes. Les fonds renouvelables réservés aux femmes bénéficient de l'appui de la Banque mondiale³⁵, d'institutions régionales de prêt, d'organisations nationales de crédit (comme la Banque Grameen) et d'organisations non gouvernementales³⁶.

Ces programmes de prêts se sont avérés financièrement viables (avec des taux de remboursement plus élevés que les prêts commerciaux de type plus classique et avec des taux d'intérêt viables et compétitifs).

ENCADRÉ 25

Persistence de l'inégalité entre les sexes dans l'éducation

Les études montrent de manière répétée qu'en investissant dans l'éducation des fillettes et des femmes, on élève tous les indices de progrès dans le sens d'une croissance et d'un développement économiques durables. Malgré cela, les deux tiers environ des 300 millions d'enfants n'ayant pas accès à l'éducation sont des filles et les deux tiers des quelque 800 millions d'adultes analphabètes sont des femmes.

En 1996, dans l'ensemble de la population mondiale, 29 % des femmes (à partir de 15 ans) étaient analphabètes, contre 16 % des hommes. Au cours des dernières décennies, toutes les régions ont vu progresser l'enseignement primaire, bien qu'en Afrique ces progrès aient commencé à ralentir dans les années 80 en raison des coûts élevés pour les parents et de la baisse de qualité de l'enseignement. Dans l'ensemble des pays en développement, l'écart entre les sexes s'est sensiblement rétréci au niveau primaire, bien qu'il persiste en Afrique subsaharienne, dans le nord de l'Afrique et le sud de l'Asie. Le pourcentage des filles diminue aux niveaux secondaire et postsecondaire, mais là aussi l'écart entre les sexes s'est quelque peu rétréci durant les dernières décennies.

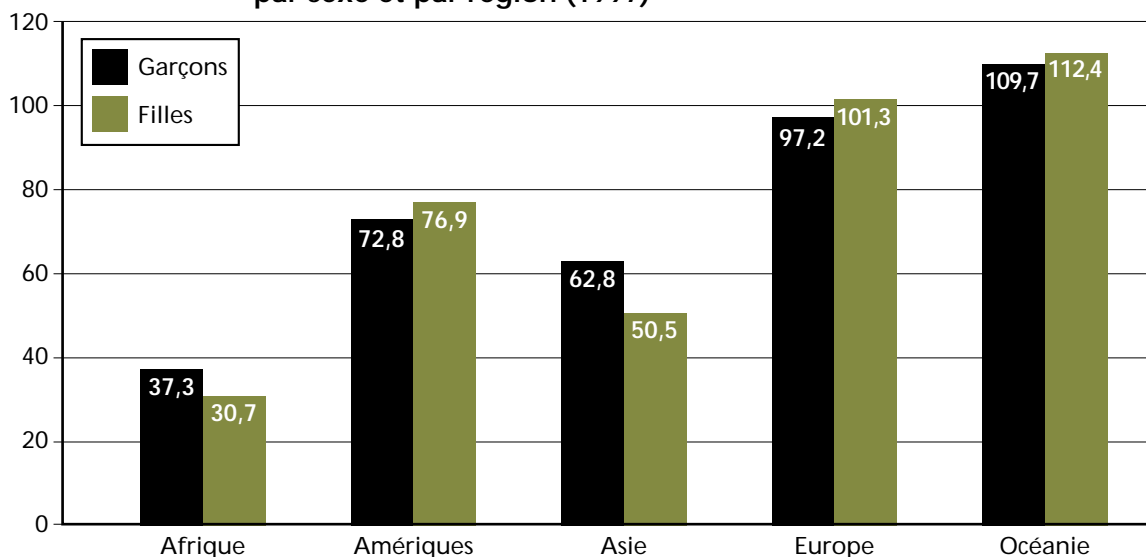
L'écart entre les sexes est le plus grand dans les régions où le niveau général d'éducation est le plus faible. S'ils sont obligés de faire un choix, certains parents préfèrent instruire leurs fils parce qu'il y a davantage d'emplois, et mieux rétribués, pour les hommes que pour les femmes. Certaines filles sont retirées de l'école pour travailler à la maison. Certaines familles ne sont pas disposées à donner une éducation aux filles si l'école est lointaine ou si les enseignants sont des hommes. Certains parents investissent moins dans l'éducation des filles parce que ce sont les familles de leurs futurs maris, après le mariage, qui en retireront le bénéfice.

Quand elles atteignent la puberté, une grossesse peut empêcher les filles de rester à l'école. Celles qui deviennent enceintes abandonnent souvent leurs études ou la direction de l'école les expulse. Si la mère de famille a une grossesse non désirée, il arrive qu'elle retire ses filles de l'école pour l'aider à la maison.

La taille de la famille influe sur le niveau d'instruction atteint : les enfants des deux sexes de familles peu nombreuses sont mieux placés pour atteindre un bon niveau d'instruction. Une étude menée en Thaïlande a établi que, tous autres facteurs étant égaux (revenu, religion, lieu de résidence, niveau d'éducation des parents et ambition des parents pour leurs enfants), dans les familles de quatre enfants au plus, 31 % allaient jusqu'au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Dans les familles de plus de quatre enfants, c'était le cas de 14 % seulement. De même, une étude menée au Bangladesh a établi que les enfants de familles peu nombreuses restaient plus longtemps à l'école parce qu'on ne leur demandait pas de prendre soin de frères et sœurs plus jeunes à la maison. D'autre part, d'après ces deux études, les garçons avaient un niveau d'instruction plus élevé que les filles.

L'éducation, en particulier celle des femmes, a plus d'impact sur la mortalité des nourrissons et des jeunes enfants que les effets combinés de l'élévation du revenu, de l'amélioration de l'assainissement, et de l'emploi dans le secteur moderne. Le Botswana, le Kenya et le Zimbabwe, qui ont les niveaux le plus élevés de scolarisation féminine en Afrique subsaharienne, accusent aussi les taux les plus bas de mortalité infantile. Au Kenya, par exemple, 10,9 % des enfants de femmes sans instruction mourront avant l'âge de 5 ans, contre 7,2 % de ceux des femmes ayant un niveau d'instruction primaire et 6,4 % de ceux des femmes ayant un niveau d'instruction secondaire.

Ils peuvent aussi constituer un important moyen de communiquer des informations nutritionnelles et sanitaires, y compris concernant la santé en matière de reproduction, et offrir à de futures dirigeantes de communauté l'occasion de se former.

Diagramme 6: Taux bruts d'inscriptions dans l'enseignement secondaire, par sexe et par région (1997)

Source : Division de la population (ONU), 2000. *World Population Monitoring, 2000 : Population, Gender and Development* (voir Notes Techniques).

ENCADRÉ 26

Les nouvelles technologies de l'information et l'émancipation des femmes

Les nouvelles technologies de l'information offrent de nombreuses possibilités d'émanciper les femmes, bien qu'elles ne soient pas également accessibles et utilisables par les deux sexes.

Ce sont en majorité des hommes qui conçoivent, mettent au point, commercialisent, vendent, installent les technologies nouvelles et qui en assurent la gestion et le service après-vente, ce qui traduit l'hypothèse implicite que seuls les hommes ont des aptitudes technologiques. Les femmes sont concentrées dans les emplois de montage qui n'exigent qu'une faible qualification.

Les enquêtes sur les utilisateurs de l'Internet indiquent que les femmes en représentent environ 35 % — surtout en Amérique du Nord, en Europe et en Australie, régions qui en 1999 groupaient 80 % de tous les utilisateurs —, bien que leur pourcentage soit en train d'augmenter. Une enquête menée dans le monde entier auprès de femmes et de groupes de femmes a établi qu'elles citaient souvent le manque de formation et le coût de l'équipement comme des obstacles majeurs à l'utilisation de l'Internet.

Même dans l'état actuel des choses, beaucoup de femmes utilisent efficacement les nouvelles technologies partout dans le monde, comprenant leur capacité de transformer l'existence. Par exemple, les femmes ont utilisé l'Internet pour construire des réseaux étendus de lobbyistes, aux niveaux international et local, en vue des diverses conférences mondiales des années 90.

Les nouvelles technologies peuvent servir à aider les femmes pauvres. Au Bangladesh, un projet de la Banque Grameen loue à bail des téléphones portables à des femmes qui font fonction de standardistes de leurs villages — ainsi gagnant un revenu, améliorant leur statut et élargissant l'accès de la communauté à toutes sortes d'informations. Ces "dames du téléphone" peuvent relier les villages à des sources d'information lointaines. Par exemple, les agriculteurs peuvent obtenir un meilleur prix pour leurs produits et éviter d'être exploités par des intermédiaires quand ils connaissent les cours pratiqués sur les marchés urbains. De tels avantages représentent pour ces communautés villageoises un bénéfice très supérieur aux 30 à 40 dollars par mois que glanent les dames du téléphone.

(Plusieurs sites d'Internet consacrés à l'égalité des sexes, à la santé en matière de reproduction et aux problèmes de population sont indiqués dans la version électronique du présent rapport, à <www.unfpa.org>).

On a montré que les programmes de microcrédit avaient une influence positive sur la santé en matière de reproduction s'ils bénéficiaient de l'appui technique voulu. Les femmes dont le revenu et l'autonomie s'améliorent peuvent être conduites à adopter de nouvelles pratiques de santé et de planification familiale.

Le microcrédit ne peut instaurer à lui seul l'égalité des chances économiques. Les critiques de la Banque Grameen, pionnière du microcrédit, ont suggéré que des hommes contrôlent en fait, et parfois détournent, une partie des prêts destinés aux femmes³⁷. Certains hommes se sentent menacés quand leurs épouses acquièrent une indépendance économique accrue; ils peuvent se livrer à des violences à moins d'être invités à s'associer au plan et à ses avantages. D'autres analyses soulignent que le crédit est également nécessaire pour aider les femmes à s'élever des petites entreprises à des entreprises de plus d'envergure³⁸.

Démographie et sexe : coûts et perspectives

Les perspectives et choix ouverts aux femmes non seulement ont un retentissement sur la fécondité, la santé et la mortalité (Chapitre 2), mais aussi influent considérablement sur l'impact futur de deux autres évolutions démographiques : le nombre sans précédent de jeunes adultes, membres de la population active et d'âge procréateur, et le vieillissement des populations.

La prime démographique

Mettre femmes et hommes en mesure de choisir le nombre de leurs enfants, le moment et l'espacement de leur naissance, accélère la "transition démographique" de taux élevés à de bas taux de fécondité et de mortalité. Les pays industrialisés ont déjà effectué cette



transition et elle est largement engagée dans beaucoup d'autres pays. La plupart des pays les moins avancés ne l'ont pas encore abordée.

La transition apporte des avantages économiques tangibles. L'un d'eux est une "prime démographique" momentanée, à l'heure où le nombre des enfants à charge diminue rapidement par rapport à la population active; cette situation donne aux pays la possibilité d'investir davantage dans une croissance économique stimulante. Pour en tirer profit, les pays doivent investir dans l'éducation, la formation et l'emploi des jeunes, ainsi que dans la santé, notamment la santé en matière de reproduction et de sexualité. L'effet de la prime est dilué si la fécondité ne baisse que lentement.

Les économies de plusieurs pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont grandi des années 60 à la fin des années 80 à des taux sans précédent, qui ont atteint en moyenne jusqu'à 8 % par an. Ce processus a énormément bénéficié des investissements faits de bonne heure dans la santé et l'éducation, surtout pour les femmes. La fécondité a rapidement baissé et, dans les années 80, ces pays étaient en mesure de recueillir bien des avantages de la prime démographique. Les analyses attribuent 30 % de cette croissance des "tigres d'Asie" à la modification des structures d'âge qui a résulté de la baisse de la mortalité et de la fécondité. Cela représente l'équivalent de 1 525 dollars par tête, ce chiffre mesurant le progrès économique sur une période de 30 ans³⁹.

Malgré les avantages économiques prouvés de l'investissement public dans l'éducation et les soins de santé primaires, ces secteurs ont reçu dans les années 90, en de nombreux pays, une part relative moindre qu'auparavant des dépenses gouvernementales.

Dans les pays à fécondité élevée de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, l'investissement dans l'éducation et la santé, notamment la satisfaction des

ENCADRÉ 27

Les avantages du microcrédit ne sont pas seulement économiques

Selon un examen par le FNUAP de ses projets dans six pays, les programmes de microcrédit en rapport avec l'éducation à la santé en matière de reproduction et avec les services connexes donnent aux femmes un contrôle accru sur leur revenu, la possibilité de mieux faire entendre leur voix dans la prise de décisions concernant la famille, davantage de confiance en elles-mêmes et une participation accrue aux questions communautaires.

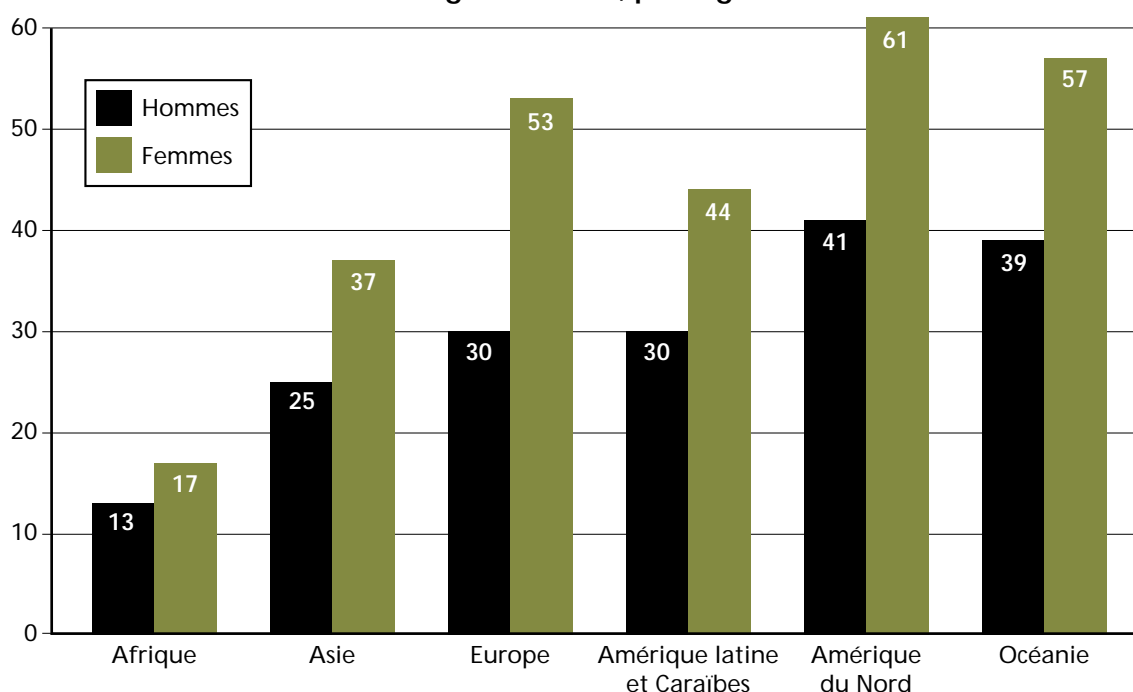
Ces résultats sont le plus marqués quand les initiatives visant à produire des revenus s'accompagnent d'encouragements à la prise de conscience des sexes spécifiques et à la justice économique et sociale.

Les participantes ont dit qu'après s'être associées aux projets, elles étaient en mesure d'exprimer plus librement leurs idées et opinions. Aux Philippines, une femme a déclaré : "Auparavant, mon mari décidait de l'achat d'articles ménagers et se bornait à m'informer de ses décisions. Maintenant, il me demande mon avis et, si je dis non, il ne les achète pas."

Une autre a observé : "Avant le projet, je m'occupais surtout des tâches domestiques. Mon mari avait l'habitude de me traiter comme une sorte d'appareil ménager. Après m'être associée au projet, j'ai participé au programme de formation et j'ai été choisie pour présidente du groupe de femmes. Maintenant, je dirige les séances et mon mari me respecte."

En Inde, une femme de Madras (qui participe au projet Working Women's Forum) a pris note du travail accompli par son groupe dans la communauté : "Nous avons essayé de garder notre quartier propre; nous avons adressé une pétition au conseil municipal pour nous plaindre de la contamination de l'eau... Nous avons aussi adressé une pétition au Gouverneur pour demander l'interdiction des magasins de vins et spiritueux." À Dindigul, les femmes ont organisé une manifestation pour obtenir une pompe à eau pour leur village et, à Kancheepuram, elles ont adressé une pétition au conseil municipal pour obtenir une garderie d'enfants.

Diagramme 7 : Pourcentage des hommes et des femmes (nés entre 1995 et 2000) appelés à atteindre l'âge de 80 ans, par région



Source : Division de la population (ONU), 2000. *World Population Monitoring, 2000 : Population, Gender and Development*.

besoins de planification familiale non couverts, pourrait aider à engager davantage de pays dans une transition démographique rapide et leur offrir la chance de recueillir la prime démographique à mesure que la fécondité baisse.

L'impact du vieillissement

Durant le XXI^e siècle, la structure d'âge de la population mondiale s'allongera progressivement à mesure que la proportion de personnes âgées augmente. Ce phénomène est déjà visible dans les régions développées, où les faibles taux de fécondité et de mortalité sont solidement en place. Il s'affirme rapidement dans les pays où la fécondité a baissé très vite et où l'espérance de vie s'est allongée. Dans les pays où les taux de fécondité et de mortalité sont encore élevés, le vieillissement de la population prendra plus de temps.

Dans les régions développées, à l'heure où les chiffres de la population demeurent stationnaires ou commencent à baisser, les responsables se préoccupent de plus en plus des besoins financiers et sanitaires de populations plus âgées. L'attention se tourne vers les modalités de la retraite des personnes âgées (y compris la possibilité de continuer à travailler), la réforme des systèmes de pension, la révision des programmes de soins de santé et de soins à long terme, et la mise en place de systèmes d'appui communautaire à l'intention des personnes âgées. Le volume accru des pensions du secteur public conduit souvent à s'inquiéter de la possibilité de trouver les ressources budgétaires qu'elles exigent.

Il faut agir contre la discrimination sexuelle tout au long du cycle de vie. Le vieillissement des populations comporte des implications différentes pour hommes et femmes :

Au-dessus de 60 ans, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Les femmes vivent plus longtemps que les hommes et l'espérance de vie des femmes a augmenté plus vite que celle des hommes. La différence entre l'espérance de vie des hommes et des femmes résulte d'une combinaison de différences biologiques, comme la moindre vulnérabilité des femmes aux maladies cardiaques avant la ménopause, et de données culturelles, comme le risque plus élevé d'accidents du travail couru par les hommes⁴⁰. Les hommes mariés vivent plus longtemps que les hommes célibataires⁴¹.

Les régimes de pension ont été conçus à partir de l'hypothèse que les hommes gagneraient la majeure partie des ressources du ménage. Bien que plus nombreuses, les femmes reçoivent des fonds publics de retraite un secours moindre que les hommes, parce qu'elles ont occupé en moins grand nombre des emplois dans le secteur structuré. Certains pays versaient des prestations aux mères indépendamment de leur apport passé à l'activité économique, mais la plupart ont réduit ou supprimé ces prestations dans le cadre de réformes⁴². En pratique, les pensions perçues par les femmes sont liées aux contributions de leurs maris. Même quand les femmes ont elles aussi contribué aux régimes de sécurité sociale, il arrive qu'un plafond soit fixé aux prestations du couple à un niveau inférieur au montant intégral que justifieraient les contributions du mari et de la femme, et que les prestations soient réduites hors de toute proportion, voire supprimées, au décès du mari.

Les veuves vivent plus souvent seules que les veufs. Les veuves sont partout plus nombreuses que les veufs parce que les femmes vivent plus longtemps et épousent des hommes plus âgés qu'elles-mêmes. Que ce soit par choix ou par coutume, les femmes se remarient en outre moins souvent que les hommes après la mort du conjoint et vivent souvent seules. En Afrique du Nord, 59 % des femmes âgées de plus de 60 ans sont des veuves. Les veuves sont également nombreuses en Asie centrale, où les taux de mortalité masculine sont élevés⁴³. Dans certains pays en développement, la proportion des femmes âgées qui vivent seules se rapproche de celle qui existe dans les pays industrialisés.

La charge de dispenser des soins aux vieillards retombe plus souvent sur les femmes que sur les hommes. Les femmes s'occupent non seulement de leurs époux et de leurs enfants, mais aussi des membres âgés de la famille. Dans les pays développés, les femmes qui travaillent ont en la matière autant de responsabilités que celles qui ne travaillent pas. Là où le rôle du fils aîné est de prendre soin de ses parents âgés, le fardeau effectif retombe généralement sur sa femme.

Les femmes privées de secours dans leur vieillesse risquent plus que les hommes d'être blâmées de se trouver dans cette situation; et celles qui reçoivent un secours connaissent souvent une situation plus précaire que les hommes. Bien que les femmes vivent généralement plus longtemps que les hommes, les femmes âgées reçoivent souvent un appui moindre de leur famille⁴⁴ et il est souvent tacitement admis qu'elles ne méritent pas cet appui. Les hommes âgés ont plus souvent sous leur toit des membres de leur famille qui leur viennent en aide, tandis que les femmes sont généralement des hôtes au foyer de leurs enfants⁴⁵.

Les femmes âgées sont frappées en grand nombre d'incapacité permanente, conséquence des charges dont le poids s'est accumulé tout au long du cycle de vie. Une longévité accrue ne se traduit généralement pas par une augmentation des années d'incapacité permanente vers la fin de la vie⁴⁶. Cependant, surtout où l'inégalité entre les sexes est très marquée, l'état de santé des femmes âgées se ressent du manque de soins de santé, d'éducation et d'une bonne nutrition durant les phases antérieures de leur vie.

Les femmes âgées risquent plus souvent d'être pauvres que les hommes âgés. L'impact accumulé de rémunérations moins élevées durant leur vie, de pensions moins élevées, d'un statut social moins élevé et d'un accès plus limité à la propriété et à l'héritage explique pourquoi les femmes âgées sont pauvres en beaucoup plus grand nombre. Les femmes âgées célibataires ou veuves sont les plus gravement touchées.

L'attention donnée à ces problèmes durant l'Année internationale des personnes âgées (1999) a fait mieux prendre conscience des données et stimulé le débat sur les politiques et leur élaboration⁴⁷.

Comment mesurer les inégalités entre les sexes

Le choix des indicateurs à utiliser pour mesurer le progrès vers les objectifs du développement social reflète les priorités en matière de développement. Une attention accrue a récemment été prêté à l'égalité



entre les sexes et à la protection des droits des femmes. Quand les femmes et leurs droits sont systématiquement sous-évalués, à peu près n'importe quelle mesure spécifique le révélera. Quand les femmes sont des participantes actives et appréciées, leurs contributions sont reconnues quelle que soit la sphère d'activité examinée.

Plusieurs mesures composites sont utilisées pour mesurer le préjugé sexiste. Les variations entre elles sont considérables, mais toutes s'accordent dans une large mesure sur la position relative des pays ou localités.

La plupart des indicateurs types ne révèlent pas correctement la nature, l'étendue ou l'impact des déséquilibres entre les sexes, ni la manière dont ils prennent naissance. Par exemple, la proportion de femmes occupant un emploi rétribué ne tient nullement compte du travail des femmes au foyer ou dans le secteur non structuré. Dans les catégories d'emploi les plus basses, elle révèle que la mobilité sociale des femmes et les perspectives qui leur sont ouvertes demeurent limitées, mais leur participation progressivement accrue à la population active n'indique pas que leurs pouvoirs d'action et de décision augmentent. Ce qu'elle indique, tant pour les femmes que pour les hommes, c'est qu'il n'y a pas d'autre choix que de travailler.

Indices et autres indicateurs

Malgré leurs imperfections, la communauté internationale accepte certaines mesures parce qu'elles donnent un ordre général de grandeur. L'Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH), que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été le premier à utiliser⁴⁸, saisit l'état sanitaire et l'accès aux services parce qu'il inclut l'espérance de vie, les perspectives économiques parce qu'il considère le PIB par habitant, et le niveau d'instruction parce qu'il combine le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation.

En 1996, le PNUD a introduit deux nouveaux indices pour saisir la nature du développement humain, différenciée par sexe. Le premier, l'Indicateur du développement sexospécifique (IDS) utilise les mêmes composantes que le ISDH, mais les ventile par sexe⁴⁹. Le deuxième, l'Indicateur de l'habilitation des femmes (IHF), utilise une série de mesures : le nombre de sièges parlementaires occupés par des femmes; la proportion de femmes exerçant des fonctions d'administration et gestion; la proportion de femmes dans les professions libérales et les métiers techniques⁵⁰; et la part de l'épouse dans les revenus gagnés par le couple.

Les femmes âgées risquent plus souvent d'être pauvres que les hommes âgés.

Tableau 2 : Indicateurs de l'égalité entre les sexes

Domaine	Indicateur(s)
Autonomie physique	<ul style="list-style-type: none"> Protection légale contre la violence sexiste et incidence de celle-ci Maîtrise de la sexualité Maîtrise de la reproduction
Autonomie dans la famille et le ménage	<ul style="list-style-type: none"> Liberté du mariage et du divorce Droit de garde sur les enfants en cas de divorce Pouvoir de prise de décisions et accès aux avoirs du ménage
Pouvoir politique	<ul style="list-style-type: none"> Prise de décisions aux niveaux supérieurs au ménage (communes, syndicats, gouvernement, parlement) Proportion de femmes dans les hautes fonctions administratives
Ressources sociales	<ul style="list-style-type: none"> Accès à la santé Accès à l'éducation
Ressources physiques	<ul style="list-style-type: none"> Accès à la terre Accès au logement Accès au crédit
Emploi et revenu	<ul style="list-style-type: none"> Répartition du travail rémunéré et non rémunéré Éventail des salaires pour hommes et femmes Division des emplois dans les secteurs structuré et non structuré par sexe
Utilisation du temps	<ul style="list-style-type: none"> Accès relatif au loisir et au sommeil
Identité sexuelle	<ul style="list-style-type: none"> Rigidité de la division du travail par sexe

Source : Saskia Wieringa, 1999. "Women's Empowerment in Japan: Towards an Alternative Index on Gender Equality". Communication présentée au premier Forum mondial sur le développement humain, patronné par le Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, 29-31 juillet 1999.



Les indicateurs types du développement ne révèlent pas la nature, l'étendue ou l'impact des déséquilibres entre les sexes.

Si ce sont là des indicateurs importants, ils ne mesurent pas l'éventail complet des options ouvertes aux femmes. L'Indicateur de l'égalité entre les sexes (IES), élaboré sous les auspices de l'Institut international de statistique, vise à être plus complet (Tableau 2).

Cependant, tous les pays ne disposent pas des données nécessaires, ce qui a entravé une élaboration complète de cet indice.

Certaines tentatives ont été faites pour mesurer la condition des femmes en utilisant les ensembles de données existants, notamment les enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) menées dans plus de 60 pays à la fin de 1999⁵¹. La vaste gamme des sujets couverts et les descriptions détaillées de ménages permettent de conduire des études très diverses.

L'un de ces indicateurs, le Threshold Measure of Women's Status (TMWS), identifie six domaines d'intérêt — statut socioéconomique, ménages dirigés par une femme, éducation et éveil culturel, emploi et charge de travail, mariage et maternité, statut reconnu — et définit les seuils de performance satisfaisante en fonction d'indicateurs spécifiques dans chaque domaine⁵². TMWS est un filet à mailles plus fines que les autres mesures succinctes ou globales. Mais il ne saisit cependant pas de nombreux détails de la prise de décisions au sein des familles; cela supposerait que l'enquête comporte des questions concernant la prise de décisions sur les achats du ménage, par exemple, ou la latitude laissée ou non à une femme de s'éloigner du domicile familial sans autorisation⁵³.

Quand les données permettent de comparer les trois approches, le classement général des pays en fonction du IDS, du IHF et du TMWS est à peu près identique. Mais, pour beaucoup de pays, les indicateurs diffèrent quant aux domaines qui appellent le plus d'attention.

Une analyse, similaire à celles conduites au titre du IHF et du IES, des indicateurs en Afrique subsaharienne a également dégagé une cohérence générale entre les conclusions tirées, mais des variations considérables sont apparues selon les mesures spécifiques et l'analyse n'a pas dégagé de liaisons causales simples entre les différentes mesures⁵⁴. Par exemple, des niveaux d'instruction relativement élevés n'impliquaient pas clairement un niveau plus élevé de partage du pouvoir politique.

Autres activités de suivi des progrès

Le FNUAP a identifié un éventail d'indicateurs démographiques, sanitaires et basés sur les programmes qui saisissent les dimensions sexospécifiques des programmes de pays⁵⁵. Il a aussi retenu des indicateurs définis par un objectif⁵⁶, entre autres la réduction de l'écart entre les sexes dans la scolarisation primaire et secondaire; l'accroissement de la proportion de parlementaires femmes; et la hausse des taux d'alphabétisation des femmes adultes.

Le cadre des indicateurs communs du système des Nations Unies est identique, mais choisit pour indicateur la part des femmes dans les emplois non agricoles rétribués au lieu du taux d'alphabétisation des femmes adultes⁵⁷. Une évaluation des progrès réalisés due au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) donne à réfléchir : "Jusqu'à présent, six pays seulement réunissent les caractéristiques suivantes : égalité à peu près complète entre les sexes dans la scolarisation secondaire, occupation par les femmes de 30 % au moins des sièges de parlement ou législature, exercice par les femmes de près de 50 % des emplois rétribués dans les activités autres qu'agricoles"⁵⁸.

La Banque mondiale met aussi au point une série de mesures permettant de dresser le profil sexospécifique des pays. Ce sont les suivantes : proportion des femmes dans la population; espérance de vie propre à chaque sexe; proportion des femmes dans la population active; taux de scolarisation primaire pour chaque sexe et taux d'analphabétisme des jeunes; taux de fécondité; taux d'utilisation des contraceptifs; taux des accouchements assistés par un personnel qualifié; et taux de mortalité maternelle⁵⁹. La Banque a également publié des descriptions plus qualitatives des problèmes clefs et des progrès réalisés pour un grand nombre de pays divers⁶⁰.

La réforme du secteur sanitaire, initiative primordiale de la Banque mondiale, est mise en oeuvre en utilisant la mesure des "années de vie corrigées du facteur invalidité" pour décider des priorités. Certains objectent néanmoins que la mesure n'est pas exempte d'un préjugé sexiste, en particulier parce qu'elle n'examine pas quels torts causent aux familles les maladies des femmes, qui sont les principales dispensatrices de soins⁶¹.